L'antibiorésistance, une menace majeure négligée par les laboratoires pharmaceutiques

Nathalie Coutinet

2 décembre 2025

www.atterres.org

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a classé l'antibiorésistance comme l'une des dix menaces majeures sur la santé mondiale. Les données recueillies par son système mondial de surveillance de la résistance aux antimicrobiens et de leur usage (Glass), dans plus de 100 pays, indiquent qu'en 2023, une infection bactérienne sur six à l'origine d'infections courantes chez l'être humain dans le monde était résistante aux traitements antibiotiques, c'est-à-dire que ceux-ci échouaient à la soigner.

[2]Entre 2018 et 2023, la résistance aux antibiotiques a augmenté pour plus de 40 % des antibiotiques surveillés, avec une hausse annuelle moyenne de 5 à 15 %. Pour le docteur Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, « la résistance aux antimicrobiens va *plus vite que les progrès de la médecine moderne et menace la santé des familles* dans *le* monde *entier* ».

La résistance aux antibiotiques la plus élevée se situe dans les pays de l'Asie du Sud-Est et de la Méditerranée orientale, où une infection signalée sur trois est résistante. En Afrique, c'est une infection sur cinq. Par ailleurs, les problèmes liés à la résistance sont également plus fréquents et en augmentation dans les pays à revenu faible ou intermédiaire car ces pays manquent de capacités financières et techniques pour diagnostiquer ou traiter de telles infections.

Cette antibiorésistance est non seulement un risque majeur pour la santé mondiale, mais elle est aussi susceptible d'empêcher des interventions chirurgicales dans de nombreux pays. Les risques pour les populations des pays du Sud, en particulier les femmes et les enfants, seraient incommensurables.

Déjà 1,27 million de morts

Déjà en 2021 dans le monde, environ 1,27 million de personnes sont décédées en raison de la résistance des bactéries aux antibiotiques. Sans avancée dans la recherche antibiotique, ce sont près de 10 millions de personnes qui pourraient mourir chaque année d'ici à 2050. En France, on dénombre 4 500 morts directes par an, et ce chiffre pourrait atteindre 238 000 d'ici à 2050, selon l'Inserm.

Ces résultats sont d'autant plus alarmants que les dirigeants mondiaux avaient approuvé en 2024, lors de l'Assemblée générale des Nations unies, une déclaration politique s'engageant en faveur d'un ensemble clairement défini d'objectifs et de mesures à prendre, notamment la réduction de 10 % du nombre de décès humains, estimés à 4,95 millions, associés à la résistance aux antibactériens par an d'ici à 2030.

Cet objectif devait être atteint en renforçant les systèmes de santé et en travaillant en coordination avec les secteurs de la santé humaine, animale et environnementale, assorti d'un financement de 100 milliards de dollars.

Les faibles montants dépensés par les grands laboratoires pour la recherche et développement (R&D) de nouveaux antibiotiques expliquent cette situation. En 2014, l'Union européenne, face au danger de l'antibiorésistance et s'inquiétant de l'inertie des grandes firmes pharmaceutiques, déclarait:

« L'innovation dans ce domaine fait défaut parce que peu de grandes entreprises pharmaceutiques souhaitent investir dans la R&D en raison des faibles rendements et des risques élevés »

En effet, contrairement aux médicaments dédiés aux maladies chroniques ou incurables nécessitant des traitements au long cours, les antibiotiques sont généralement utilisés sur de courtes périodes et souvent réservés à des traitements de dernier recours, dans le but de préserver leur efficacité. Cela entraîne des volumes de ventes faibles. En 2024, les laboratoires mondiaux ont consacré 2,8 % de leurs dépenses de R&D aux antibiotiques contre 38 % à l'oncologie par exemple, selon l'Inserm.

Raisonner l'usage, développer la prévention...

Jusqu'à présent, la réponse mondiale à la résistance des antibiotiques s'est principalement concentrée sur trois grandes approches. La première a consisté à gérer ou à restreindre l'utilisation des antibiotiques, tant en médecine humaine qu'animale. En effet, il a été démontré que la lutte contre l'antibiorésistance passait par une utilisation appropriée des antibiotiques en évitant la surutilisation. En France, rappelons-nous du slogan *« Les antibiotiques, c'est pas automatique » !*

La deuxième approche est basée sur la prévention. Les mesures telles que la prévention et le contrôle des infections, l'amélioration de la qualité de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène sont essentielles pour réduire la transmission des infections bactériennes. La vaccination, en prévenant l'apparition des infections, a contribué à éviter plus **de 500 000** décès liés à l'antibiorésistance chaque année.

Parallèlement, il faut promouvoir une utilisation raisonnée des antibiotiques ainsi que le développement de nouvelles approches thérapeutiques, telles que les alternatives type phagothérapie (l'utilisation de virus « mangeurs » de bactéries mais sans danger pour l'homme) et thérapies ciblées (approches innovantes qui visent à attaquer spécifiquement les agents pathogènes sans affecter les cellules humaines ou les bactéries bénéfiques).

Enfin, dans le même registre, il convient de valoriser les antibiotiques existants, en réévaluant régulièrement leur place dans l'arsenal thérapeutique face à l'émergence de nouvelles résistances. Cela permettra de s'assurer que nos traitements actuels restent efficaces le plus longtemps possible. Il s'agit ici, dans la phase de pharmacovigilance, de réévaluer les antibiotiques existants pour vérifier leur efficacité, leurs indications et identifier les améliorations à leur apporter.

...et surtout stimuler la recherche

La troisième approche consiste à stimuler les dépenses de R&D en offrant des incitations financières aux entreprises pharmaceutiques pour stopper leur retrait de ce marché et encourager le développement de nouveaux médicaments. Certains considèrent que ces incitations « attractives » sont essentielles pour attirer de nouveau les industriels et encourager le développement de nouveaux antibiotiques indispensables.

Bien que les laboratoires bénéficient déjà d'aides publiques, ils en réclament davantage, arguant que les dépenses nécessaires pour découvrir de nouveaux antibiotiques sont trop élevées et le risque

financier trop important au regard de leur rentabilité éventuelle. Cependant, compte tenu de l'urgence, investir massivement dans la R&D reste la meilleure piste à court et moyen termes.

La solution soutenue par les firmes pharmaceutiques est de mobiliser davantage de financements publics et privés par la mise en place de partenariats, associant les acteurs de la recherche académique, de l'industrie pharmaceutique et des autorités de santé. C'est également l'avis de Reda Guiha, président de Pfizer France :

> *« Seule une approche globale et coordonnée, associant prévention, innovation et nouveaux modèles de financement, permettra de relever avec succès le défi de l'antibiorésistance. C'est un combat de tous les instants, qui nécessite l'engagement de l'ensemble des acteurs de la société. »*

Les pouvoirs publics, malgré leurs déclarations d'intentions, dégagent des moyens financiers insuffisants.

Restent des initiatives issues d'organisations non gouvernementales telles que celle proposée par l'alliance signée en 2019 entre l'organisation basée à Genève DNDi et le GARDP (Partenariat mondial sur la R&D en matière d'antibiotiques, regroupant des acteurs publics et privés). Ces deux acteurs ont choisi de rassembler leurs forces et expertises pour répondre aux besoins en R&D non satisfaits et construire des écosystèmes d'innovation soutenables.